



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE D'ÉTUDES












**Vidéoprotection - Réalisation d'un Schéma Directeur -
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 8 août 2025 à 16:45

Ville de Rennes
Place de la Mairie
CS 63126
35031 RENNES CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|---|
|  | Objet | Vidéoprotection - Réalisation d'un Schéma Directeur-Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
|  | Type de contrat | Marché d'études |
|  | Délai de validité des offres | 180 jours |
|  | Forme de groupement | Groupement conjoint avec mandataire solidaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Sans |
|  | Durée | 4 ans |
|  | Négociation | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet..... | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 4 |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires | 5 |
| 2 - Conditions de la consultation | 5 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 5 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 5 |
| 2.3 - Variantes | 6 |
| 3 - Les intervenants | 6 |
| 3.1 - Conduite d'études..... | 6 |
| 4 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 4.1 - Durée du contrat | 6 |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 6 |
| 4.3 - Exigences en matière de protection des données personnelles et de confidentialité | 6 |
| 5 - Contenu du dossier de consultation | 7 |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres | 8 |
| 6.1 - Documents à produire..... | 8 |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 10 |
| 7.1 - Transmission électronique | 10 |
| 7.2 - Transmission sous support papier | 11 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres | 11 |
| 8.1 - Sélection des candidatures | 11 |
| 8.2 - Attribution du marché | 11 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation : Phase de Négociation-Audition | 12 |
| 9 - Renseignements complémentaires..... | 13 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 13 |
| 9.2 - Procédures de recours | 13 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Vidéoprotection - Réalisation d'un Schéma Directeur - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Lieu(x) d'exécution :

Territoire communal de la Ville de Rennes

35000 Rennes

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Les prestations sont divisées en 3 tranches :

| Tranche(s) | Désignation |
|---------------------------|--|
| Tranche ferme | <ul style="list-style-type: none">• Mission 1 : État des lieux et axes d'amélioration (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité)• Mission 2 : Sourcing des solutions du marché (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité)• Mission 3 : Élaboration de scénarios d'évolution (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité)• Mission 4 : Approfondissement du scénario retenu (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité) |
| Tranche optionnelle T0001 | Mission 5 : Rédaction du cahier des charges et pilotage pour la mise en œuvre de la solution retenue (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité) |
| Tranche optionnelle T0002 | Mission 6 : Etudes et risques liés à la solution mise en œuvre (incluant la part des prestations liés aux Missions Transverses relatives à la protection des données personnelles et à la cybersécurité) |

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Pour présenter leur offre, les candidats, qu'ils soient en candidature unique ou membre d'un groupement, devront réunir obligatoirement les domaines de compétence suivants :

- Bureau d'études techniques spécialisé dans la sûreté et plus particulièrement dans le domaine de la vidéoprotection
- Expert spécialisé dans le domaine des systèmes de services informatiques et plus particulièrement doté :
 - de compétences sur la méthode d'analyse de risques EBIOS RM
 - de compétences en matière de sécurité réseau et sécurité système,
 - de compétences en architecture informatiques sécurisées,
 - de compétences en cybersécurité,
- Expert juridique en droit de la protection des données personnelles

Dans l'hypothèse d'un groupement, il est vivement recommandé que le mandataire soit le bureau d'études spécialisé dans le domaine de la sûreté et plus particulièrement dans le domaine de la vidéoprotection.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La nature des prestations à exécuter pouvant entraîner pour des activités complémentaires l'association de moyens et de compétences techniques spécifiques de la part d'opérateurs économiques distincts, le Maître d'ouvrage demande à ce que le groupement à constituer soit conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Par exemple, s'il devait être constaté qu'un bureau d'études spécialisé dans le domaine de la sûreté, était présent en tant que cotraitant dans deux groupements différents, alors les candidatures des deux groupements seraient éliminées.

Toutefois, il est autorisé de présenter un sous-traitant dans le cadre d'une candidature déposée par un groupement, même si ce sous-traitant est présent dans un autre groupement en tant que cotraitant.

Il est aussi autorisé qu'un sous-traitant d'un groupement puisse être aussi sous-traitant d'un autre groupement.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'études

La Conduite d'Opération est assurée par le :
Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU)
Direction de l'Espace Public et des Infrastructures
Service Conduite d'opération
Représenté par Cyril Guedon
E-mail : c.guedon@rennesmetropole.fr

Le conducteur d'études sera chargé de suivre l'exécution du marché et certifiera le service fait.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Exigences en matière de protection des données personnelles et de confidentialité

Ces paragraphes concernent :

- Le CANDIDAT en phase de sélection des offres
- Le TITULAIRE durant toute la durée du marché. Est désigné sous le vocable TITULAIRE dans la suite du paragraphe, le TITULAIRE ainsi que l'ensemble de son personnel, ses sous-traitants, cotraitants et partenaires.

4.3.1 Exigences en matière de protection des données personnelles

Les clauses ayant pour objet de définir les obligations respectives et les responsabilités des parties afin de garantir la conformité au Règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché, ainsi que la protection des données et des droits des personnes concernées sont définies dans l'annexe intitulée "Annexe relative à la politique de protection des données à caractère personnel".

4.3.2 Exigences en matière de confidentialité

Le CANDIDAT et le TITULAIRE ont l'obligation d'observer la stricte confidentialité des documents et informations transmis par la COLLECTIVITÉ ou son représentant quelle qu'en soit la nature (technique, commerciale, organisationnelle, fonctionnelle et conceptuelle, ...).

Ils sont également soumis à l'obligation de confidentialité sur tous les résultats de leurs études et prestations.

Ils doivent conserver tous les documents relatifs à la prestation en cours en mettant en œuvre des mesures de restriction des accès pour garantir leur confidentialité.

Les documents et informations, de toute nature, relatifs à la prestation doivent être diffusés exclusivement aux personnes en charge du projet et aux destinataires nommés par le représentant de la COLLECTIVITÉ.

La COLLECTIVITÉ s'engage par ailleurs à préserver la confidentialité des documents qui lui seront fournis par le CANDIDAT ou le TITULAIRE quand le CANDIDAT ou le TITULAIRE le lui demandera.

En fin de procédure de sélection des offres, le CANDIDAT aura l'obligation d'effacer l'ensemble des données relatives à la prestation (format papier et électronique) dans un délai de 1 mois maximum. Il utilisera pour cela des moyens d'effacement rendant impossible la restitution des dits documents.

En fin de marché, le TITULAIRE aura l'obligation d'effacer l'ensemble des données (format papier et électronique) relatives à la prestation dans un délai de 3 mois maximum. Il utilisera pour cela des moyens d'effacement rendant impossible la restitution des dits documents.

Le candidat doit respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le Règlement de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe n° 1 relative à la politique de protection des données à caractère personnel
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 relative aux "Equipements existants"
- Le cadre de réponse de la note méthodologique Vidéoprotection
- Le cadre de réponse de la note méthodologique SSI et RGPD
- Le cadre de réponse relatif à l'équipe dédiée
- Le Tableau des temps d'intervention réparti par tranches, par mission, par domaines de compétences et par niveau de qualification
- Le cadre de réponse relatif aux temps d'intervention
- Les formulaires de candidature DC1 et DC2
- Le questionnaire Égalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations
- Le DUME

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'attention des candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises est attirée sur le fait qu'ils doivent avoir complété le formulaire de demande de renseignements disponible sur la plateforme Mégalis Bretagne pour être informés en cas de modification de la consultation.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise (et pour chacun des membres en cas de groupement)

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non |
| Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un de ses dirigeants) | Oui |
| DC1 (Lettre de candidature) ou le DUME | Non |
| DC2 (Déclaration du candidat) ou le DUME | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise (et pour chacun des membres en cas de groupement):

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière. | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise (et pour chacun des membres en cas de groupement):

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire (Maître d'ouvrage public et/ou privé) ou, à défaut, par une déclaration du candidat. La présentation de cette liste de références de prestations que le candidat a accomplies devront être de même nature que les domaines de compétence (définis à l'article 2.2 du présent Règlement de la consultation) qui font l'objet du marché, notamment en matière de : | Non |

| | |
|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> - Protocoles de communication réseau et techniques de filtrage - Techniques de protection : segmentation réseau, durcissement des systèmes, authentification, sauvegarde, sécurité physique et logique des hébergements, sécurité des développements, sécurité des flux réseau sur tous types de supports physiques, sécurité des bases de données, cartographie des systèmes, applications mobiles, web services et autres techniques d'interfaçage, cryptographie, maintenance sécurisée - Réalisation d'analyses de risques et plus particulièrement sur des systèmes de vidéoprotection - Réalisation d'analyses d'impact et plus particulièrement sur des systèmes de vidéoprotection - Réalisation de benchmarks sur des systèmes de vidéoprotection incluant les aspects juridiques et cyber - Réalisation de mises en œuvre de systèmes de vidéoprotection incluant les aspects juridiques et cyber | |
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| <p>Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que les domaines de compétence (définis à l'article 2.2 du présent règlement de la consultation) qui font l'objet du marché public, notamment en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques d'attaque en milieu industriel et plus particulièrement sur des systèmes de vidéo protection - Protocoles de communication réseau et techniques de filtrage - Techniques de protection : segmentation réseau, durcissement des systèmes, authentification, sauvegarde, sécurité physique et logique des hébergements, sécurité des développements, sécurité des flux réseau sur tous types de supports physiques, sécurité des bases de données, cartographie des systèmes, applications mobiles, web services et autres techniques d'interfaçage, cryptographie, maintenance sécurisée - Réalisation d'analyses de risques et plus particulièrement sur des systèmes de vidéoprotection - Réalisation d'analyses d'impact et plus particulièrement sur des systèmes de vidéoprotection - Réalisation de benchmarks sur des systèmes de vidéoprotection incluant les aspects juridiques et cyber - Réalisation de mises en œuvre de systèmes de vidéoprotection incluant les aspects juridiques et cyber | Non |
| Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique (notamment logiciels, postes informatiques) dont le candidat dispose pour la réalisation des contrats de même nature que les domaines de compétence (définis à l'article 2.2 du présent règlement de la consultation) qui font l'objet du marché. | Non |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| OPQIBI : 1415: Etudes de systèmes de sûreté mécaniques , électriques ou électroniques de protection et de dissuasion contre l'intrusion , l'effraction , le vol et le vandalisme pour tous sites et tous bâtiments délivrée par l'OPQIBI ou références équivalentes. | Non |
| Le candidat pourra présenter des certifications démontrant son aptitude à maîtriser la méthode d'analyse de risques EBIOS Risk Manager ou références équivalentes. | Non |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes | NON |
| Le cadre de réponse de la note méthodologique Vidéoprotection | NON |
| Le cadre de réponse de la note méthodologique SSI et RGPD | NON |
| Le cadre de réponse relatif à l'équipe dédiée | NON |
| Le Tableau des temps d'intervention réparti par tranches, par mission , par domaines de compétences et par niveau de qualification | NON |
| Le cadre de réponse relatif aux temps d'intervention | NON |
| Le questionnaire Égalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations | NON |
| Le RIB du candidat ou du groupement | NON |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>
La référence de l'opération est : 25190010

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Rennes
PISU-DEI-Marchés Publics
16 boulevard Laënnec
CS 63126
35031 RENNES CEDEX

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques économiques et financières.

8.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1-Valeur technique appréciée sur la base de la note méthodologique liée aux enjeux de la vidéoprotection et de la qualité de la coordination , de la note méthodologique liée aux enjeux de sécurité informatique (SSI et RGPD) , de la note sur l'équipe dédiée , du tableau des temps d'intervention et de la note sur la justification des temps d'intervention | 70.0 |
| <i>1.1-Pertinence de la note méthodologique liés aux enjeux de la vidéoprotection et de la qualité de la coordination</i> | 25.0 |
| <i>1.2 Pertinence de la note méthodologique liés aux enjeux de sécurité informatique (SSI et RGPD)</i> | 20.0 |
| <i>1.3-Adéquation des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations</i> | 15.0 |
| <i>1.4-Temps d'intervention réparti par tranches ,par missions , par domaine de compétence et par niveau de qualification et sa justification</i> | 10.0 |
| 2-Prix des prestations | 30.0 |

Offre anormalement basse :

Aux termes des dispositions de l'article L.2152.5 du Code de la Commande Publique (CCP), "une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché".

L'article L.2152-6, alinéa 1 du CCP prévoit que "l'acheteur met en oeuvre tous les moyens lui permettant de détecter les offres anormalement basses".

À ce titre, dans le cadre de l'analyse financière des propositions, le pouvoir adjudicateur accordera une attention toute particulière à la détection, l'appréciation et au traitement des offres anormalement basses. L'attention des candidats est attirée sur le fait que Rennes Métropole sera particulièrement vigilante sur le niveau global de rémunération proposé.

Si le prix global proposé apparaissait incompatible avec une exécution des prestations conformes au regard des exigences du cahier des charges, le pouvoir adjudicateur, en vertu des dispositions de l'article L.2152-6, alinéa 3, rejettera l'offre anormalement basse.

8.3 - Suite à donner à la consultation : Phase de Négociation-Audition

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des soumissionnaires, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il sera néanmoins possible d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les soumissionnaires ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation donnera lieu à une réunion de négociation avec audition avec chacun des soumissionnaires invités à négocier.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

À titre indicatif, le pouvoir adjudicateur a prévu une réunion de négociation avec audition selon les dates prévisionnelles suivantes :

- Lundi 22 septembre 2025.
- Mardi 23 septembre 2025.

Cette réunion de négociation avec audition sera précédée par l'envoi d'un courrier dématérialisé aux soumissionnaires dans lequel sera identifié une série de thématiques qui seront commentées et passées en revue en audition.

La phase d'audition des soumissionnaires se tiendra obligatoirement en présentiel.

Le courrier d'audition précisera la date, l'heure et les modalités de tenue de cette audition.

Les courriers d'audition seront transmis aux soumissionnaires par le biais de la plate-forme dématérialisée Mégalis Bretagne, à l'adresse Mail renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

A l'issue des auditions, un procès-verbal sera établi garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Suite à ces auditions, les soumissionnaires qui auront été invités à négocier seront sollicités par courrier dématérialisé à remettre une proposition optimisée.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale, devra alors être signé.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> (Référence de la consultation: 25190010)

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics

22 Mail Pablo Picasso

44042 NANTES

Tél : 0253467983

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr